

II. - LIBYE

DIX ANS APRÈS : L'OUVERTURE ?

En 1987, la Libye a fêté le dixième anniversaire de l'«*attribution*», à Sebha le 2 mars 1977, «*du pouvoir au peuple*». Si l'on tente d'assujettir cette dixième année de la Jamahirya à la grille de lecture d'une tendance, c'est assurément en terme de *changement* qu'il faut en parler. Si c'est dans un slogan, une formule, ou une image que l'on souhaite l'enfermer toute entière c'est sans doute le mot d'*infitah*, si imparfait soit-il, qui viendra alors sous la plume.

Et si, à l'instar en 1986 de celle du bombardement américain du 17 avril, c'est une date que les chronologues pressés veulent retenir, c'est celle du 26 mars que l'on avancera : même si l'histoire de trois millions de citoyens ne se réduit pas à l'humeur politique de leur leader, c'est en effet une fois encore du haut d'un discours de Moammar Kadhafi que l'observateur est tenté – pour rendre compte de cette page de son développement – de regarder, en 1987, le politique libyen.

*
* *

Fréquente dans les médias, mais perceptible également dans le regard académique, la volonté de pallier la carence relative des ressources documentaires se manifeste souvent, il est vrai, par une tendance à surinvestir la partie émergée de l'iceberg libyen, à savoir le discours de l'«*Etat*» et de son «*chef*»(1). Ce penchant, qui s'opère au détriment de la prise en compte de dynamiques sociales moins faciles à observer, est toutefois moins préjudiciable à l'analyse qu'on ne pourrait le craindre. En 1987, des cinq pays du Maghreb, la Libye demeure en effet celui où, malgré l'importance des résistances, l'impact du verbe présidentiel est le plus fort. Derrière la façade de la démocratie directe, le développement du constitutionnalisme (pris au sens de limitation juridique des pouvoirs du prince) ou l'émergence de la société civile (au sens de l'organisation des acteurs sociaux dans des structures échappant en tout ou partie à l'initiative de l'Etat lors de leur création

(1) Quand bien même cette terminologie ne saurait avoir cours dans la logique du discours *jamahiriyen* qui exclut la notion d'Etat *stricto sensu* et bien davantage celle de *chef*.

et à son contrôle lors de leur fonctionnement) (2) sont paradoxalement moins avancés que partout ailleurs dans la région. Aussi le verbe du prince libyen, fut-il *jamahiryen*, a-t-il plus de propension à infléchir les processus économiques et les dynamiques sociales et dès lors... son analyse est-elle moins illégitime à prétendre rendre compte de leurs évolutions.

En 1987, par la grâce du verbe présidentiel, la Libye, dernier en date des pays de la région, a entrepris ainsi de rejoindre le bataillon des économies rentières en mal de productivité et de *désengagement* de l'Etat.

I. - LA TROISIÈME THÉORIE EN QUESTION

Pour prendre l'exacte mesure des ruptures de 1987, il faut rappeler ce qu'elles ont entrepris de modifier, et donc redire les lignes de force du projet politique de Moammar Kadhafi. La dynamique politique libyenne des années 80 se lit en effet à bien des égards comme la résultante de la mise en œuvre volontariste de ce projet et des résistances de l'environnement national et international.

Le projet politique de Kadhafi peut se résumer tout entier dans l'expression de deux grandes exigences :

- - la poursuite d'une finalité suprême, la réunification des Arabes. La volonté de redonner à la nation arabe, en la réunifiant, les moyens d'effacer les traces de la domination occidentale dont, au-delà de la période coloniale, l'existence d'Israël(3) atteste à ses yeux la persistance, est en effet le tout premier moteur et, partant, le tout premier axe de lecture de la politique extérieure mais aussi intérieure de Kadhafi.

- - la mise en œuvre de réformes politiques (surtout), économiques (plus accessoirement) qui ont en fait surtout valeur de *préalable méthodologique* à la réalisation de la finalité centrale du projet. Ce corollaire méthodologique - dont la formalisation a donné naissance à la «troisième théorie universelle» - traduit la conviction de Kadhafi qu'aucun des systèmes politiques existants n'autorise la libre expression des aspirations des masses arabes et que seule l'instauration de la démocratie directe est de nature à libérer le potentiel unitaire confisqué jusqu'alors par les partis, parlements et autres modes de représentation, considérés comme autant de «perversions de la démocratie».

Parallèlement à son territoire institutionnel initial, la vision jamahiryenne s'est déployée en partie sur le terrain économique. A l'intérieur de la société libyenne(4) l'application de cette idée de la «suppression des in-

(2) Sur les limites de cette définition, cf notamment Michel CAMAU in «Etat, Espace Public et développement», Table Ronde du CRESEM Etat, Secteur Public et développement à paraître in *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1988.

(3) Dont, par delà la colonisation, la survie de l'Etat juif (rendue possible par le soutien américain en particulier et occidental en général) atteste par-dessus tout à ses yeux la permanence.

(4) Notamment sous la bannière des slogans «Associés, pas salariés», «La voiture à celui qui la conduit», «La maison à celui qui l'habite», etc..

termédiaires», érigée en dogme sur le terrain politique, a légitimé la mise en œuvre d'un modèle de socialisme étatique (élimination progressive du secteur privé industriel ou commercial et des professions libérales) assez classiquement autoritaire. Entre la production et les travailleurs, l'intermédiaire patronal qui génère le salariat et, plus systématiquement, le propriétaire de n'importe quel moyen de production (terre agricole mais aussi voiture puis logement locatif) doit être supprimé. La même idée a été étendue à la distribution pour justifier le remplacement de l'intermédiaire commerçant par l'Etat.

Amorcé en mars, confirmé le premier septembre lors du traditionnel discours anniversaire de la révolution, le tournant réformiste de 1987 s'est depuis lors étendu à tous les compartiments de l'action de l'Etat. Mais en 1987, outre une amorce de repositionnement de ses alliances régionales, c'est surtout dans les intitulés *économiques* de son programme que le colonel Kadhafi a entrepris d'opérer un certain nombre d'ajustements en mettant, huit ans après Chadli Benjedid et vingt ans ou presque après Sadate, l'économie rentière de la Libye à l'heure des exigences post pétrolières de la transparence et de la productivité. En 1987, devant le bilan mitigé de la première décennie jamahiryenne, il se résout ainsi à infléchir ses méthodes et à remettre en cause un élément au moins de la «logistique organisationnelle» de son projet arabe. Pour le reste, la finalité unitaire de son programme est préservée. Mais si la façade des ambitions demeure intacte, les enseignements des sollicitations externes et des résistances internes ne commencent pas moins à être pris en compte. Pour la première fois depuis sa naissance, la radicalisation et la fuite en avant ne constituent plus pour le régime les seules réponses aux défis de ses oppositions.

LES SOLLICITATIONS EXTERNES

Pas moins qu'en 1986, où, avec les bombes américaines, elle était entrée jusqu'au cœur de la résidence privée du numéro un libyen, la politique extérieure n'a été en 1987 étrangère aux développements de la politique intérieure de la Libye. L'interventionnisme de Moammar Kadhafi sur la scène arabe, africaine et mondiale avait longtemps traduit sa double volonté de réduire l'influence occidentale et d'instaurer, le cas échéant par la force(5), des solidarités jugées plus compatibles avec ses propres objectifs unitaires. A mesure que s'était réduit le champ de ses interventions unionistes, il avait cherché à renforcer dans la périphérie arabe et notamment au sud du Sahara l'influence qu'il n'était pas parvenu à acquérir dans la *Umma* elle-même(6). Cette poussée «expansionniste» avait utilisé le vecteur idéologique de l'asso-

(5) L'exemple type de ces interventions volontaristes est l'affaire de Gafsa qui vit en 1980 la Libye tenter de renverser le régime honni du président Bourguiba («le nain» comme le qualifiait parfois la radio de Tripoli) en armant un commando d'émigrés tunisiens qui prit le contrôle de la ville de Gafsa mais ne parvint pas à recueillir le soutien de la population.

(6) Cf : René OYAVEK, *La politique africaine de la Libye*, Paris, Karthala, 1987 et René LEMARCHAND, (ed), *The green and the black : Qadhafi's policies in Africa*, Indiana University Press, 1988 et notamment Ronald BRUCE St JOHN, *The libyan debacle in sub saharian africa*, p. 125 à 138.

ciation *Ad Da 'wa al islamiyya* ou le plus classique support économique des *joint ventures*. Elle avait pu prendre la forme d'un soutien militaire indirect (au Sahara occidental puis au Soudan) ou d'interventions plus directes, assumées officiellement ou non (en Ouganda, au Soudan puis surtout au Tchad). Tout particulièrement lorsqu'elle avait permis aux armes libyennes de défier une puissance occidentale (dans le Golfe de Syrte et au Tchad) mais également lors de provocations contre les régimes voisins (la Tunisie en 1980 et 1985, l'Égypte depuis l'attaque égyptienne de juillet 1977), les conséquences de cette diplomatie militante avaient assez longtemps servi avec une certaine efficacité de dérivatif aux tensions domestiques. 1987 pourrait être considéré comme marquant la fin de ce processus : en débouchant sur une série de revers diplomatiques d'abord, militaires ensuite, l'interventionnisme du régime a largement contribué à son affaiblissement et à sa décision d'opérer sur la scène régionale et internationale, un sensible repositionnement.

Après la confrontation américaine et ses effets déstabilisateurs (cf «chronique Libye», AAN 1986), c'est du Tchad que sont parties cette fois ces secousses «externes» qui ont accéléré le réaménagement des alliances régionales et facilité sinon véritablement généré la relecture de la politique économique. Après la désillusion politique de 1986 (la «trahison» de Goukouni Wedeye), 1987 a vu s'opérer, devant l'irrésistible reconquête de leurs positions par les troupes d'Hissen Habré (Fada le 2 janvier, Ouadi Doum le 22 mars, Faya Largeau le 27, Aouzou le 8 août) un repli militaire proche de la déroute. La reconquête d'Aouzou, le 22 du même mois, mit il est vrai un peu de baume sur l'honneur des armes libyennes et permit au traditionnel défilé du premier septembre de se dérouler sur le registre de la victoire, atténuant d'autant, entre les forces armées et leur chef, des tensions qui avaient pris une tournure alarmante pour le régime. Mais pour venger ce revers, les forces d'Hissen Habré lancèrent un raid particulièrement efficace sur la base aérienne de Matten Es Sahra qu'elles détruisirent et dont elles massacrèrent la garnison. Le 5 septembre 1987, le rêve tchadien s'acheva donc pour la Jamahiriya et son chef sur la défaite cinglante que constituait l'incursion victorieuse d'une armée, même pas occidentale cette fois, à plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur de ses frontières les plus incontestées.

S'ajoutant au préjudice symbolique et matériel, aux défections d'officiers ralliés au Front des opposants basé au Tchad, le tribut humain du conflit (estimé à 6 000 morts dont 2 000 nationaux libyens), de plus en plus difficile à justifier, pèsera lourd, en accroissant le poids des résistances internes, sur le plateau du repositionnement politique du régime.

LES RÉSISTANCES INTERNES

Le développement des résistances internes a été étroitement lié en Libye à l'évolution des cours pétroliers. La constante bonne tenue de ceux-ci dans les années 70 avait permis à la «montée en puissance idéologique» du régime de s'opérer sans affecter de manière significative le support populaire qu'il avait acquis en renversant la monarchie.

La mise en œuvre du contenu économique du *Livre Vert* (suppression du secteur privé et des professions libérales notamment), le souci de Kadhafi de se libérer de la tutelle de l'establishment religieux et les moyens assez radicaux employés pour y parvenir (ainsi que, quelques années plus tôt, pour contrer les premières contestations fondamentalistes), le coûteux soutien apporté aux mouvements de libération du monde entier ont certes généré dans le courant de la décennie 70 de premières réticences. Mais l'état de grâce pétrolier n'a en fait commencé véritablement à se dissiper qu'avec l'interdiction du petit commerce privé et son remplacement par un réseau de distribution publique dont le lancement a, malheureusement pour le régime, coïncidé avec l'adoption des premiers plans d'austérité.

Les premières protestations catégorielles (d'une certaine classe d'entrepreneurs en mal de libéralisme, des milieux traditionnalistes en butte au modernisme du régime, des petits commerçants)(7) n'ont donc en fait acquis de portée politique que lorsqu'elles ont convergé avec la frustration beaucoup plus générale née de la montée de l'austérité économique post-pétrolière.

En se retirant, la marée pétrolière(8) a brutalement aggravé en effet un effritement de l'assise du régime que la politique de redistribution avait longtemps contenu. Dans le même temps, le reflux pétrolier a mis à jour les limites d'un schéma de développement qui n'était pas parvenu en dix ans à réduire d'un seul point la dépendance à l'égard du pétrole, laissant de surcroît se développer une autre dépendance, plus pernicieuse, à l'égard de la main d'œuvre immigrée(9). En septembre 1985, l'expulsion de près de 100 000 étrangers (dont 30 000 Tunisiens et autant d'Egyptiens) sommés de choisir entre l'exil et la perte de leur nationalité(10) marqua une étape

(7) Sur la relation de ces premières résistances avec la formation des oppositions en exil, on lira Lisa ANDERSON qui distingue comme strates successives les élites liées à l'ancien régime puis les nationalistes conservateurs (d'accord sur le projet nationaliste mais en désaccord avec les choix économiques ultérieurs) in «Qadhafi and his opposition», *Middle East Journal*, Spring 1986, pp. 225 à 227.

(8) Les recettes d'exportation ont été (presque) divisées par deux une première fois entre 1980 (22 milliards de \$) et 1982, une seconde fois, chute du dollar aidant, entre 1985 et 1986. Elles sont estimées à 7 milliards pour 1987.

(9) De 1970 à 1980, sous l'effet de l'extrême disproportion entre les ressources pétrolières et la force de travail disponible localement pour la mettre en valeur, la Libye s'était engagée dans la spirale dangereuse de la double immigration, d'encadrement et d'exécution, dans des proportions qui incitent à penser que le seuil d'une croissance socialement maîtrisée avait été rapidement dépassé : de 11 % en 1970, le nombre d'étrangers reconnu par les statistiques de la banque centrale de Tripoli était passé à près de 48 % en 1983. Coûteuse financièrement, dangereuse socialement puisqu'elle s'est accrue au détriment de la constitution d'un savoir technique national, cette présence étrangère massive marquait aussi, sur un plan plus politique, les limites du projet jamahiryen : pour un régime qui avait entrepris de faire disparaître de la surface de la planète le salariat qu'il assimile à une forme d'exploitation, la salarisation d'une large partie du secteur public n'était pas loin de faire du pays tout entier, sous la plume d'observateurs à peine impertinents, un gigantesque «exploiteur». Dès 1983, un premier train de mesures de compression autoritaire de la main-d'œuvre immigrée avait entrepris de renverser le flux migratoire.

(10) Par l'adoption d'une «nationalité arabe» résultant d'une loi votée en 1980 pour fixer une partie de la main d'œuvre émigrée. Mais ce régime judiciaire interdisait aux nouveaux nationaux arabes de rapatrier une partie de leur salaire dans leur pays d'origine et, notamment pour cette raison, il n'eût que peu de succès. (Cf. le texte de cette loi in F.B. *Maghreb Machreq*, «La crise tuniso-libyenne»-(111) Mars 1986 page 104-112.

essentielle dans le traitement volontariste du problème. S'ajoutant à la réduction des importations, ces expulsions accélèrent toutefois la dégradation de l'image du régime sur la scène arabe et, à l'intérieur, aggravèrent considérablement les dysfonctionnements de l'appareil productif, mettant en lumière l'échec de la composante économique de l'expérience jamahiriyenne et la nécessité d'en reconsidérer les dimensions les plus problématiques.

En 1987, c'est l'exécution des activistes islamistes condamnés à mort en octobre 1986 qui jalonne pour l'essentiel l'itinéraire de la lente montée des oppositions. L'affaire a été considérée comme suffisamment sérieuse par le régime pour qu'il prenne le risque, en faisant exécuter la sentence, de fournir à la mouvance islamiste de nouveaux martyrs. Exécutés(11) devant le «public» d'un gymnase de la banlieue de Tripoli, les membres du petit «Parti de Dieu», qui étaient assez vraisemblablement en relation avec le Pakistan, avaient assassiné un jeune (26 ans) responsable des comités révolutionnaires de Benghazi que son activisme avait rendu particulièrement impopulaire et nourrissait peut-être(12) le projet d'assassiner le colonel Kadhafi. Mais le poids de l'activisme interne n'en est pas moins demeuré très disproportionné par rapport au désenchantement quasi généralisé à l'égard du régime : l'épisode islamiste n'a en fait constitué que la partie émergée d'une tension qui était perceptible aussi bien au sein de l'Université (ou les mesures volontaristes de suppression de l'enseignement de l'anglais en 1986 avaient été très mal acceptées) que dans la population des consommateurs urbains en plein désarroi ou, plus dangereusement encore, au sein de l'Armée, plus soupçonnée que jamais après la double secousse américaine et tchadienne et dont les contingents de retour du Tchad étaient à leur entrée sur le territoire libyen, dépouillés de toute munition.

II. - LES ADAPTATIONS

LA PRIVATISATION -À LA LIBYENNE- ?

«Que faire si le propriétaire du camion n'a pas de permis ? Il ne faut pas qu'au nom du socialisme les camions aillent rouiller sur les parkings.

On a dit que les marchés d'Etat étaient la pire des choses... eh bien essayez les magasins privés... essayez les... Peut-être que ce sera meilleur ou bien peut-être qu'après les avoir essayés, les gens demanderont qu'on leur redonne les magasins d'Etat...

A l'exception des industries lourdes, toutes les industries devraient être détenues par ceux qui y travaillent»...

Dans un long discours diffusé le 26 mars 1987 Moammar Kadhafi a donc incité ses citoyens à faire de la doctrine économique jamahiriyenne une

(11) Dans le courant du mois de février, l'exécution (six civils par pendaison et trois militaires par balles) a été retransmise par la télévision le 17 février.

(12) Selon des sources proches de l'opposition, ils auraient reçu depuis le Pakistan l'ordre téléphonique, intercepté par la sécurité libyenne, d'assassiner «al 'urica», sobriquet qui désignerait le numéro 1 libyen en référence au leader d'un ancienne secte de l'Islam.

lecture un peu plus souple : sans renoncer à l'interdiction du salariat, il a tout d'abord émis le souhait que de la main d'œuvre puisse être embauchée dans les secteurs que l'expulsion des étrangers avaient réduits à l'inactivité. Il a ensuite clairement autorisé la réouverture des petits commerces et le développement de l'artisanat. Il a émis le souhait que soit relancé un secteur touristique qui avait été longtemps dénigré. Enfin et surtout, il s'est déclaré partisan d'une semi-privatisation de l'industrie légère et moyenne par le transfert à leurs employés, sur une base coopérative, de la propriété de ces entreprises.

Confirmée et explicitée dans le discours du premier septembre, cette volonté de repositionner le rôle de l'Etat et du secteur public n'a toutefois connu en 1987 qu'un timide début d'application. Au lendemain du discours du premier septembre, un calendrier technique de ces «privatisations» comprenant notamment une procédure de recension et d'évaluation de la situation financière des entreprises, a été rendu public par le ministère de l'industrie. Le statut juridique d'une nouvelle forme de coopérative, les «*ta-charukiat*», a été adopté. Il sert de support au transfert à leurs salariés de la propriété des petites et moyennes entreprises du secteur public. Le statut doit en théorie permettre aux nouveaux entrepreneurs de jouir d'un droit (semble-t-il limité à l'usufruit) sur l'entreprise – à charge pour eux de ne plus attendre le financement public autre que ponctuel et de réduire l'absentéisme, qui a, si l'on en croit les dénonciations régulières qu'en fait le *Guide de la révolution*, atteint des proportions alarmantes. L'attribution des parts (dont l'évaluation est rendue difficile par l'absence de comptabilité dont souffrent la plupart des entreprises du secteur public) se faisant indistinctement à l'ensemble des salariés sur une base égalitaire, la logique inhérente au secteur public n'est, il est vrai, que très timidement remise en cause. Mais la reconnaissance de l'échec du système mis en œuvre depuis 1978 et la volonté de le réformer n'en sont pas moins explicites.

En ouvrant, à coup de petites phrases, quelques brèches dans le credo étatiste des années 70, le discours du 26 mars est venu officialiser et accélérer un processus dont les prémices étaient en fait perceptibles depuis le début du mois de janvier. Au terme d'une année 1986 où les effets de la réglementation restrictive de la distribution privée alliés au plan de compression des importations s'étaient traduits par des pénuries sans précédent, la circulation des denrées agricoles avait connu un début de libéralisation, le harcèlement des agriculteurs désireux d'écouler leurs productions sur le marché libre étant interrompu.

UN GOUVERNEMENT -DE TECHNICIENS-.

Lors de sa session ordinaire du mois de février, le Congrès Général du Peuple a opéré un renouvellement substantiel du gouvernement, trois ministres seulement étant reconduits(13). Ce changement a consacré une plus

(13) Dont le premier ministre Jadallah Azouz Al Talihi qui a pris en charge les relations extérieures où il succède à Kamel Hassan Al Mansour. (Sur la composition du Gouvernement, voir «Documents» en annexe).

grande professionnalisation des *secrétaires du Congrès Général du Peuple* que sont les ministres libyens, confirmant dans le choix des décideurs le retour de critères techniques un temps complètement dévalorisés. La plupart des nouveaux venus sont connus davantage pour leur maîtrise du secteur qu'ils dirigent que pour leur passé de militant jamahiriyen(14). Le nouveau premier ministre Omar Al Mountassir a pour sa part une longue expérience du secteur, essentiel pour le pays, des hydrocarbures et de l'industrie lourde.

POLITIQUE EXTÉRIEURE(15) : SORTIE TCHADIENNE, RENTRÉE ARABE.

Au terme d'un processus où la diplomatie algérienne s'est montrée particulièrement active, la quasi normalisation des relations bilatérales a mis un terme au long conflit tchadien. Sans toutefois abandonner aucune de ses revendications sur la bande d'Aouzou, Kadhafi a reconnu à la fois la réalité de l'engagement de ses troupes au sud de ce territoire et l'«erreur» que, «d'un point de vue arabe», elle avait constituée. Mais 1987 a été également l'année de la normalisation avec des régimes arabes longtemps combattus et l'atténuation de la ligne de fracture tracée en 1978 par le Front du refus : les relations ont repris avec l'Irak (le 22 octobre, au terme d'un recentrage du soutien à l'Iran)(16), avec la Jordanie (22 septembre), le Liban (dont le clan druze a fourni des miliciens pour pallier les carences de la *Légion Islamique* défaite au Tchad) et, *last but not least*, la Tunisie (le 28 décembre). Parallèlement, le rapprochement avec l'OLP de Yasser Arafat, avec qui les relations, depuis l'invasion israélienne de Beyrouth, étaient au plus bas, s'est poursuivi activement : Tripoli, qui avait un temps dépensé sans compter ses efforts pour faire éclater la centrale palestinienne a, tout au long de 1987, œuvré au contraire à sa réunification.

LES CONTACTS AVEC L'OPPOSITION

L'année 1987 a vu s'opérer un commencement de négociation avec certaines fractions de l'opposition en exil. Depuis la constitution, en octobre 1981 du *Front National pour la Sauvegarde de la Libye* animé par Mohamed Mougharief, la scène des oppositions en exil n'avait pas connu de bouleversement majeur, le Front, fort de ses ressources financières, ayant réussi à prendre à peu près partout en Europe, aux USA et au Caire, l'ascendant sur les autres groupes. En 1986, à l'instigation de Mansour al Kikhya ex-

(14) L'exception qui confirme la règle vient ici de la nomination au portefeuille de la santé de Mustapha Muhammad Al Zayidi, membre renommé des Comités Révolutionnaires, fortement soupçonné par les autorités allemandes d'avoir en 1981, sur leur territoire, torturé à mort un ressortissant libyen présumé opposant au régime de Tripoli.

(15) Cf. dans ce volume la «Chronique internationale» de Jean-Robert HENRY. Voir également «Chronologie» en annexes de la présente chronique.

(16) Tripoli avait fourni à l'Iran des missiles sol-sol et leurs servants. Mais l'émoi soulevé dans les capitales arabes par l'impact de cette nouvelle technologie sur les civils de la capitale irakienne a semble-t-il conduit Kadhafi à faire marche arrière et à renoncer à ce type de soutien.

représentant de la Libye à l'ONU en 1977, s'est constituée autour de la personne d'un ancien membre du CCR exilé de longue date au Caire, le commandant Abd el Mounem Al Houny, originaire de la région de Tripoli, une *Alliance nationale libyenne* ayant tout comme le Front l'ambition de regrouper les organisations existantes. Autant que d'un renouveau de dynamisme des oppositions externes, cette création attestait des dissensions à l'intérieur du Front, accusé d'entretenir des relations contre nature avec les USA. Le Front, présent au Tchad, fort de moyens financiers qui lui permettent de rémunérer plusieurs centaines de permanents, doté d'une infrastructure de communications ultra moderne, semble pourtant avoir réussi à capitaliser plus que toute autre formation le mécontentement des militaires parmi lesquels il est parvenu à susciter un nombre significatif de défections. Cette relative progression de la crédibilité du Front – qui menace de lancer des opérations de harcèlement depuis le Tchad – autant que la conscience aiguë qu'il a de l'accélération d'une émigration libyenne plus ou moins liée à l'impopularité croissante de son régime, ont conduit Kadhafi, à partir de 1986, à tenter de renouer le contact avec certaines des composantes de son opposition. A l'exception de Mohamed Mougharief avec qui il considère toute réconciliation impossible, il a pour ce faire multiplié les appels aux représentants de la communauté exilée à qui il donne des garanties de sécurité(17). Au début du mois de juillet, Mounem Al Houny, leader de la toute nouvelle «Alliance nationale démocratique» a accepté de le rencontrer à Alger. En septembre 1987, à Tripoli cette fois, Mahmoud Al Moughrabi a lui aussi établi le contact avec le «Guide» pour évoquer les conditions de la réintégration de nombreux intellectuels expatriés. Avec Al Houny, ces conversations n'aboutiront pas. Kadhafi, qui accepte de se désolidariser de certains des excès commis par les Comités Révolutionnaires, refuse d'envisager leur dissolution pas plus que la légalisation d'un parti d'opposition qu'aurait souhaité diriger El Houny. Moughrabi garde pour sa part le contact avec Tripoli et s'engage dans une forme de collaboration distante mais efficace avec le régime. La crédibilité du dialogue s'en trouve suffisamment renforcée pour que, dans les rangs des exilés en rupture plus ou moins ouverte avec le régime, un courant de retour s'amorce dans les derniers mois de l'année.

En 1987, l'hirondelle de la libéralisation économique manque encore d'un prolongement politique susceptible de restaurer chez les partenaires locaux et internationaux du système la confiance qui lui fait encore si terriblement défaut. Les promesses de libéralisation et l'appel à l'initiative nationale ont donc pour l'heure convaincu les adeptes de la restauration rapide et du petit artisanat (notamment la bijouterie, qui recouvre le plus souvent un simple commerce de l'or) plus efficacement que les opposants en exil ou

(17) La nouvelle diffusée à Londres au mois de juillet 1987 du décès en prison du commandant Adam Al Hawaz, ancien ministre de la défense emprisonné depuis 1969, est sans doute fondée mais son assassinat dans sa cellule remonterait en fait au 18 avril 1986, trois jours après le raid américain, sa famille n'ayant été informée que plus d'un an plus tard. L'annonce à la même époque (par le journal égyptien *Al Ahrâm*) du décès d'un autre «opposant» au régime, le prince Hassan Ridha, était doublement erronée, la présence de ce neveu du roi Senoussi, qui ne se considère pas comme un opposant, ayant été depuis lors signalée en Tchécoslovaquie où il recevait des soins.

les détenteurs de capitaux expatriés. Politiquement comme économiquement, les ressources disponibles à l'extérieur du système ne sont donc pas encore prêtes à le réintégrer. Mais le processus de dégradation continue qui servait de fil directeur à l'analyse de la position du régime tout au long des années 80 s'est, en 1987, à tout le moins sensiblement ralenti(18).

François BURGAT*

ANNEXES**

I. - Chronologie

Janvier

- 1^{er} - Le colonel Kadhafi déclare la ville d'al-Jofre (350 kms au sud de Syrte), nouvelle capitale de la JALPS. Cette décision sera par la suite abandonnée à cause de l'opposition de l'Administration et des difficultés de toutes sortes que ce transfert engendre.
- 1^{er} - *Le Monde* annonce que le président Mitterrand a envoyé le 24 décembre un message au président tchadien Hissène Habré dans lequel il réaffirme que la France ne s'engagera pas au nord du 16^e parallèle au Tchad.
- 2 - Les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) reprennent la palmeraie de Fada occupée par les Libyens depuis 1983. Hissène Habré entreprend ainsi la reconquête du nord du Tchad.
- 4 - Une délégation du CGP (Secrétariat des Affaires syndicales et professionnelles) en visite à Alger.
- 4 - La Libye contre-attaque en bombardant la localité de Arada (à 110 kms au sud du 16^e parallèle et à l'est du Tchad).
- 7 - Les Etats-Unis décident de prolonger le boycott de la Libye.
- 7 - La France riposte à la contre-attaque libyenne en bombardant les installations radars de la base libyenne de Ouadi Doum. Les Libyens répliquent par un raid contre la localité de Kouba-Olanga.
- 9 - Dans une brève conférence de presse tenue à Tripoli, M. Goukouni Oueddeï invite tous les belligérants à «déposer les armes».
- 12 - Discours du colonel Kadhafi : «la France combat l'islam au Tchad, lutter contre Hissène Habré est une guerre sainte».
- 20 - Le général Seyni Kountché, président du Niger demande la réunion extraordinaire de l'OUA pour tenter de mettre fin au conflit tchado-libyen. Le ministre congolais des affaires étrangères, M. Antoine N'Dinga Oba reçu par le président Mitterrand, déclare : «le colonel Kadhafi est disposé à apporter sa contribution à un dénouement rapide et durable du problème tchadien».

(*) IREMAM (Aix-en-Provence) - CEDEJ (Le Caire).

(**) Etablies par Taoufik MONASTIRI.

(18) Sur les oppositions en exil cf : Martin SICRER «The libyan opposition to Qaddafi», *Global Affairs* 1988. Cf. également Arabies, Juillet 1987 et Anne GEORGET in *Afrique Réalités*, N° 1, Lausanne, Mai 1989. Sur la genèse de l'opposition islamiste, George JOFFE, *Third World quarterly*, Avril 1988, page 615.